

Fraude fiscale : Zenner entre en piste

Une batterie de mesures concrètes est promise d'ici peu

BRUXELLES Un visage ensanglanté sous des lunettes cassées. L'image poursuivra longtemps Alain Zenner (PRL). Elle date de (époque où (homme officiait en tant que réviseur d'entreprises aux Forges de Clabecq.

L'ancien *ami* de Roberto D'Orazio s'attaque aujourd'hui à un autre défi, moins violent et plus colossal: la simplification fiscale et la lutte contre la grande fraude fiscale. C'est le titre exact du poste de commissaire qu'il vient de recevoir au sein du gouvernement fédéral, en remplacement de la commissaire à la Simplification administrative, Anne André (PRL). Pour faire quoi? L'intéressé a commencé à lever un coin du voile hier.

Commençons par le volet *lutte contre la grande fraude fiscale*, pratique qu'il estime *'contraire à l'intérêt du Trésor et donc à l'intérêt général mais aussi à celui des*

opérateurs de bonne foi victimes de distorsion de concurrence':

Au rang des *priorités d'action* ; le commissaire fédéral évoque *"la lutte contre les carrousels TVA, les fraudes dans les secteurs des huiles minérales, des tabacs manufacturés, le blanchiment d'argent et la criminalité financière"*.

Plus concrètement, M. Zenner, qui assure humblement avoir encore lui-même beaucoup à apprendre dans ces matières, envisage notamment une série de mesures qui permettront un traitement accéléré des dossiers (collaboration entre administrations, etc.).

Dans le volet *simplification des procédures fiscales* de sa mission, c'est surtout à l'instauration de meilleures relations entre le citoyen et l'administration qu'Alain Zenner veut consacrer ses priorités d'action.

Informatisation, mise en ligne d'informations sur Internet,

formulaire électroniques *"intelligents"*, procédures accélérées et allègement des formalités imposées aux contribuables devraient s'y tailler la part belle.

Alain Zenner rencontrera cette semaine l'administration des Finances afin d'établir un inventaire plus précis, et voir où en est le travail dans les différents domaines relevant désormais de sa compétence.

Quant aux moyens qui seront à sa disposition pour mener à bien sa mission, son ministre de tutelle, Didier Reynders (PRL, Finances), a indiqué que certains renforcements sont déjà en cours, faisant allusion à l'importante augmentation de budget en matière d'équipement informatique.

M. Zenner annonce *'dans les prochaines semaines'* le dépôt d'un plan d'action plus concret.